



COMMUNIQUE DE PRESSE

AU GRAND DEBAT, FO 91 N'IRA PAS !

Aujourd'hui, le Président de la République vient en Essonne où le Président du département le recevra, celui qui parle de démocratie sociale à qui veut l'entendre.

Ils ne pourront que s'entendre entre celui qui ne répond pas aux revendications au niveau national et celui qui ignore les Unions Départementales de l'Essonne, la différence réside sur la superficie de l'impact de leurs politiques antisociales.

L'Essonne, département, où l'on détruit le service public, avec la réduction des effectifs et des fermetures d'établissements, dans les écoles, dans les DGFIP, les hôpitaux, dans les collectivités territoriales, mais aussi, à pôle emploi, à la CAF, à l'Assurance Maladie, etc. au final on nous renvoie vers des sites internet ou des applications. Ce qui exclut ceux qui ne savent manier ces outils ou qu'ils n'y ont pas accès.

Pour l'Union Départementale FO de l'Essonne, les Services Publiques, ce sont des fonctionnaires, des agents formés, qui répondent au cas par cas et font connaître les droits des usagers.

Comment débattre avec ceux qui inscrivent dans leur budget la destruction de la fonction publique et la destruction de la protection sociale ?

Par ailleurs, comment débattre avec ceux qui ordonnent aux forces de l'ordre de frapper sur les manifestants pacifiques qui ne font que porter leurs revendications depuis trois mois.

Samedi encore, les violences policières ont fait une nouvelle victime, Louis BOYARD, Président de l'UNL qui a été blessé et hospitalisé. L'Union Départementale de l'Essonne lui apporte son soutien, ainsi qu'à tous les blessés et condamne toutes les formes de violences.

C'est pour toutes ces raisons que l'Union Départementale FO de l'Essonne appelle les salariés essonniens à se mobiliser dès demain, 5 février, à la place de l'Hôtel de ville pour se diriger à la place de la concorde et le 7 février à Montparnasse pour se diriger à Matignon, pour réclamer du « pognon ».

Ces deux dates s'inscrivent dans notre volonté de faire céder le gouvernement et le patronat sur toutes nos revendications et d'appeler les salariés à se réunir dès le 8 pour décider des suites à donner.

Contact :

Christophe LE COMTE
Secrétaire Général UD FO 91
Tél : 06 68 66 25 24

EVRY, LE 04 FEVRIER 2019